

Chronologie 1997 *

Environnement extérieur de la France

Evénements internationaux

- III. 20-21 — Sommet d'Helsinki entre Bill Clinton et Boris Elstine consacré notamment à la sécurité en Europe. Le 21, signature de cinq déclarations en matière de contrôle des armements, d'aide économique et de sécurité en Europe.
- IV. 26-27 — Réunion à Washington des ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales du G7 : mise en garde contre une appréciation trop forte du dollar et inquiétude devant la faiblesse du yen.
- V. 27 — Signature à Paris de l'Acte fondateur entre l'OTAN et la Russie. Celui-ci prévoit la création d'un conseil conjoint permanent entre l'OTAN et la Russie et écarte tout droit de veto sur l'élargissement de l'OTAN. Boris Elstine annonce le démantèlement des missiles nucléaires russes dirigés vers les pays de l'OTAN.
- VI. 12-28 — Réunion à Bruxelles des ministres de la Défense des pays de l'OTAN. Les Etats-Unis s'opposent à un élargissement de l'OTAN à plus de trois pays (Hongrie, Pologne, Tchèque) lors du sommet de Madrid en juillet, et à l'attribution du commandement Sud aux Européens.
- 20-24 — Sommet des huit pays les plus industrialisés à Denver, en présence de Boris Elstine. Désaccord entre les Etats-Unis et les pays européens sur les politiques économiques de retour de la croissance et sur l'aide aux pays africains.
- 23-28 — Deuxième « sommet de la terre » à New-York qui rassemble soixante chefs d'Etat et de gouvernement. Absence d'accord sur une déclaration politique finale, adoption d'un « engagement » concernant la dégradation de l'environnement et l'application des mesures décidées au Sommet de Rio.

* Une chronologie pour les années 1972 à 1981 se trouve dans le numéro 1 de la Revue, et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6, 10, 14, 18, 22, 26, 30, 35, 39, 43, 48, 52, 56 et 60. Jusqu'au numéro 26 les événements y sont répartis en deux catégories, politiques et économiques ; ensuite ils sont réunis, mais avec, comme antérieurement, une première partie consacrée à l'environnement extérieur de la France et une seconde à la France.

-
- 30 — Les Britanniques rétrocèdent Hongkong à la Chine.
- VII. 2 — En Thaïlande, la Banque centrale annonce qu'elle laisse flotter le baht.
- 8-9 — Sommet de l'OTAN à Madrid : élargissement de l'OTAN à la Hongrie, la Pologne et à la République Tchèque.
- 10 — Premiers effets de contagion de la faiblesse de la monnaie thaïlandaise : les Philippines et la Malaisie sont touchées.
- 23 — Troisième conférence internationale d'aide à la Bosnie à Bruxelles : aide de 7,5 milliards de francs qui exclut les parties ne respectant pas les accords de paix de Dayton (Serbes de Bosnie).
- VIII. 5 — Thaïlande : adoption, en accord avec le FMI, d'un plan de rigueur prévoyant entre autre, une hausse importante de la TVA en échange de l'ouverture d'une ligne de crédits de 16 milliards de dollars, dont quatre financés directement par le FMI.
- 11 — Plan de secours à Tokyo pour tenter d'enrayer la chute de la devise thaïlandaise, le baht. Bangkok recevra 16 milliards de dollars.
- 14 — Indonésie : décision du gouvernement de laisser flotter la monnaie (roupie).
- 25 — Corée du Sud : le gouvernement annonce la création d'un fonds spécial de 4 milliards de dollars destiné à éviter une crise de liquidités du système bancaire.
- 28-29 — « Jeudi noir » des places boursières d'Asie du Sud-Est.
- IX. 20 — Réunion à Hongkong des membres du G 7 qui obtiennent du Japon qu'une sous-évaluation du yen ne serve pas à relancer l'économie japonaise.
- X. 3 — La roupie indonésienne décroche brutalement en perdant 9,3 % de sa valeur vis-à-vis du dollar.
- 8 — Le FMI octroie 4 à 6 milliards de dollars pour l'Indonésie.
- 10 — Effondrement de 10,4 % de la Bourse de Hongkong qui entraîne une chute spectaculaire des Bourses mondiales : New York - 2,33 %, Londres - 3,06 % et Paris - 3,42 %. La crise du sud-est asiatique avait débuté en juillet avec des attaques spéculatives contre les monnaies de la Thaïlande et de la Malaisie. Les jours suivants la baisse s'accélère sur les places boursières jusqu'aux 27 et 28 octobre : New York à - 7,2 %, Francfort - 11 %, Paris - 9 %, Tokyo - 4,3 % et Hongkong - 13,7 %.

- 14 — Le prix Nobel d'Economie est attribué à Robert Merton et Myron Scholes (Etats-Unis) pour leurs travaux sur les marchés financiers dérivés.
- 23 — Bourse de Hongkong : l'indice Hang Seng perd plus de 10 % en fin de séance.
- 28-29 — Redressement spectaculaire de la Bourse de New York, suivie des autres places financières, Paris, Londres et Francfort.
- XI. 3 — Au Japon, faillite de la maison de titres Sanyo.
 - 7 — Rechute des places boursières asiatiques.
 - 18 — Démission du ministre sud-coréen des Finances.
 - 21 — En Corée du Sud, le gouvernement demande officiellement l'aide du FMI.
 - Au Japon, la maison de titres Yamaichi est déclarée en faillite.
- XII. 1-11 — Sommet de Kyoto : accord sur une réduction moyenne de 5,2 % des rejets de gaz nocifs à effet de serre d'ici 2012.
 - 11 — Rechute des bourses asiatiques.
 - 24 — Corée du Sud : annonce d'un déblocage de 10 milliards de dollars par la communauté internationale : le Groupe du G7, Australie, Belgique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suède et Suisse et le FMI.

Union Européenne

- I. 1 — Présidence européenne : les Pays-Bas succèdent pour six mois au Portugal.
- II. 19 — Vote du parlement européen qui donne dix mois à la Commission européenne pour construire une stratégie de lutte contre l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), sous peine de subir une motion de censure à la fin de 1997.
- III. 12 — Conseil économique et financier franco-allemand à Lyon réunissant Jean Arthuis, Théo Waigel et les gouverneurs des banques centrales : accord sur l'indépendance des banques centrales européennes, sur la création d'un Conseil de stabilité monétaire et sur la date de sélection des pays de la première construction de l'euro.
- IV. 5 — Conseil des ministres européens des Finances à Noordwijk, (Pays-Bas) : adoption du programme de travail et des textes juridiques pour le passage à l'euro en 1999. Le 7, examen

de la réforme des institutions européennes : divergences sur la réforme de la Commission européenne.

- 14 — Accord entre l'UE et les Etats-Unis sur la non-application à l'UE des lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy, par lesquelles les Etats-Unis sanctionnent les entreprises entretenant des relations avec Cuba, l'Iran et la Lybie.
- VI. 10 — La Confédération européenne des syndicats (CES) organise une manifestation à Paris « pour l'emploi en Europe ».
- 16-18 — Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE à Amsterdam sur le pacte de stabilité et de croissance et la réforme des institutions communautaires. Le 16, adoption du pacte de stabilité, qui comprend la résolution sur la stabilité budgétaire ainsi qu'une seconde sur « la croissance et l'emploi », adoptée à la demande de la France et portant sur la coordination des politiques économiques autres que budgétaires : organisation d'un conseil européen consacré à l'emploi en automne et à des dispositions conjoncturelles. Le 18, signature du traité d'Amsterdam qui révisé notamment le traité de Maastricht.
- 19 — Conseil des ministres de l'Environnement des pays de l'UE à Luxembourg : projet d'accord de lutte contre la pollution automobile.
- 25 — Conseil des ministres de l'Agriculture de l'UE : conclusion d'un accord prévoyant le gel des prix agricoles pour 1997-1998 et le maintien des subventions aux grandes cultures.
- IX. 13 — Réunion à Mondre-les-Bains, au Luxembourg, des ministres des Finances des Quinze qui décident de fixer dès le mois de mai 1998, simultanément à la liste des pays participant à l'euro, les parités définitives des monnaies concernées; ces parités deviendront effectives le 1^{er} janvier 1999.
- X. 10-11 — Deuxième sommet du Conseil de l'Europe à Strasbourg où Jacques Chirac, Boris Elstine et Helmut Kohl décident de se rencontrer annuellement.
- 14 — Réunion du Conseil économique franco-allemand à Münster en Westphalie qui annonce la création d'un « Conseil de l'euro » regroupant les seuls pays ayant adopté la monnaie unique et visant à coordonner les politiques économiques.
- XII. 12-13 — Sommet des Quinze à Luxembourg : lancement des négociations d'adhésion avec les pays de l'Est et mise en place du Conseil de l'euro.

Allemagne

- Pendant l'année 1996 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,9 % et en moyenne de 1,5 % par rapport à 1995 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 5,1 %, et en moyenne en hausse de 0,5 % par rapport à 1995 ;
 - l'excédent commercial a été de 98,1 milliards de DM et le déficit de la balance des paiements courants de 20,6 milliards de DM.
- A la fin de l'année 1996 le nombre des demandeurs d'emploi était de 4,1 millions, soit 10,4 % de la population active.
- I. 23 — Présentation de la réforme fiscale pour 1999 : baisse des taux d'imposition sur le revenu et sur les bénéficiaires, compensée par la suppression d'avantages fiscaux et par une hausse de la TVA.
- 31 — Le nombre des demandeurs d'emploi est de 4,3 millions en fin de mois.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,9 %.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,3 %.
- 19 — La Bundesbank maintient le taux des prises en pension au taux de 3 %.
- 21 — La Bundesbank maintient inchangé le taux d'escompte et le taux Lombard et indique qu'elle ne communiquera plus à l'avance le taux des prises en pension.
- X. 9 — La Bundesbank relève le taux des prises en pension de 3 à 3,3 % ; cette hausse prendra effet à compter des opérations du 15 et du 22 octobre.
- XI. 1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,8 %.
- XII. 11 — Accord pour une augmentation du taux de TVA de 15 % à 16 % pour financer les retraites à partir du 1^{er} avril 1998.
- 31 — Le nombre des demandeurs d'emploi est de 4,5 millions en fin de mois.

Algérie

- VI. 1-27 — Elections législatives : victoire du Rassemblement national démocratique (RND, 155 sièges) et du FLN (64 sièges), qui soutiennent le président Zéroual et obtiennent la majorité absolue des sièges. Les 25 et 26, attentats à la bombe à Alger. Le 27, massacre de 28 personnes dans le Nord du pays.
- VII. 8-27 — Remise en liberté de deux dirigeants du FIS. Du 11 au 27, massacres dans la région d'Alger et de Tizi-Ouzou.
- VIII. 29 — Deux cent à trois cent personnes sont massacrées dans un village.
- X. 23 — Victoire aux élections locales du rassemblement national démocratique du président Zéroual.

Chine

- II. 19 — Décès de Deng Xiaoping qui avait réprimé le « Printemps de Pékin » sur la place Tiananmen en juin 1989 et était le promoteur de l'ouverture économique de la Chine. M. Jiang Zemin devient chef de l'Etat, du parti et de l'armée.

Espagne

- I. 16 — La Banque centrale baisse le taux directeur de 6,25 à 6 %.
- III. 14 — La Banque centrale baisse le taux directeur de 6 à 5,75 %.
- IV. 15 — La Banque centrale baisse le taux directeur de 5,75 à 5,5 %.
- V. 16 — La Banque centrale baisse le taux directeur de 5,5 à 5,25 %.
- VII. 10 — L'organisation séparatiste basque enlève Miguel-Angel Blanco, conseiller municipal de Ermua et exige le regroupement au Pays basque de 600 prisonniers politiques. Le 12, l'ETA exécute le conseiller. Forte mobilisation contre le terrorisme et manifestation dans tout le pays, le 14.
- X. 3 — La Banque centrale baisse le taux directeur de 5,25 à 5 %.
- XII. 15 — La Banque centrale baisse le taux directeur de 5 à 4,75 %.

Etats-Unis

- Pendant l'année 1996 :

- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,1 % et en moyenne de 2,9 % par rapport à 1995 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 5,6 % et en moyenne de 2,6 % par rapport à 1995 ;
 - le déficit commercial a été de 191 milliards de dollars et celui de la balance des paiements courants de 148 milliards de dollars.
- A la fin de 1996 le nombre des demandeurs d'emploi était de 7,1 millions, soit 5,4 % de la population active.
- I. 3 — Suspension, pour une nouvelle durée de six mois, de la clause de la loi Helms-Burton permettant de poursuivre les sociétés étrangères utilisant des biens américains expropriés par le régime cubain.
- 20 — Bill Clinton prête serment pour son second mandat et lance un appel à l'unité et à la cohésion sociale des Américains.
- III. 25 — Le Système de réserve fédérale relève ses taux de 5,25 à 5,50 %.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,3 %.
- XI. 1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.

Israël

- I. 15-17 — Rencontre entre Benyamin Nétanyahou, Premier ministre israélien et Yasser Arafat, chef de l'Autorité palestinienne : accord sur un retrait partiel de l'armée israélienne de la ville d'Hébron, approuvé, le 17, par la Knesset.
- III. 7-31 — Le 7, au Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats-Unis opposent leur veto à une résolution présentée par la France, la Grande-Bretagne, le Portugal et la Suède qui dénoncent la poursuite des implantations israéliennes à Jérusalem-Est. Le gouvernement israélien restitue de nouveaux territoires de Cisjordanie à l'Autorité palestinienne, retrait jugé insuffisant, le 9, par Yasser Arafat. Le 18, Benyamin Nétanyahou confirme la construction d'une onzième colonie juive à Jérusalem-Est.
- VII. 17 — 17 morts dans un attentat-suicide sur un marché juif de Jérusalem.

- 30 — Double attentat-suicide à Jérusalem, revendiqué par le Hamas. Le gouvernement israélien reporte la reprise des négociations avec les palestiniens prévue le 1^{er} août, et impose un blocus total des 8 villes autonomes palestiniennes de la Cisjordanie et le bouclage de la Cisjordanie et de Gaza.

Italie

- 1.22 — La Banque centrale baisse le taux d'escompte de 7,5 à 6,75 %.
- V. 30 — Le Conseil des ministres adopte un programme triennal économique et financier visant à ramener les déficits publics à 2,8 % en 1998 et 1,8 % en 2000.
- VI. 27 — La Banque centrale baisse le taux d'escompte de 6,75 à 6,25 %.
- X. 9 — Le gouvernement Prodi présente sa démission au Président Scalfaro, après que Rifondazione comunista, composante de la coalition gouvernementale ait refusé de voter le budget. Le 13, les communistes refondateurs acceptent de voter le budget, sans que celui-ci soit profondément remanié, permettant ainsi à Romano Prodi de redevenir président du Conseil.
- XII. 23 — Le Sénat adopte le projet de budget pour 1998 : réduction du déficit public de 25 000 milliards de lire à 2,8 % du PIB.
— La Banque centrale baisse le taux d'escompte de 6,25 à 5,50 %.

Japon

- Pendant l'année 1996 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,5 % et en moyenne de 0,1 % par rapport à 1995 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 1,5 % et en moyenne de 2,7 % par rapport à 1995 ;
 - l'excédent commercial a été de 9 milliards de yens et celui de la balance des paiements courants de 7,1 milliards de yens.
- A la fin de 1996 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,2 millions, soit 3,4 % de la population active.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.

— Hausse de 3 à 5 % du taux de la TVA.

- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 1,7 %.
- XI. 1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- XII. 17 — Le Premier ministre Ryutaro Hashimoto annonce un plan de relance pour l'économie japonaise : réduction massive des impôts de 2 000 milliards de yens (90 milliards de dollars) ; la perte de recettes budgétaires correspondante sera compensée par l'émission d'obligations d'Etat supplémentaires.

Pérou

- IV. 22 — Libération des soixante-douze otages retenus à l'ambassade du Japon à Lima depuis le 17 décembre 1996.

Royaume-Uni

- Pendant l'année 1996 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,7 % et en moyenne de 2,5 % par rapport à 1995 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 1,6 % et en moyenne de 1,2 % par rapport à 1995 ;
 - le déficit commercial a été de 12,5 milliards de livres et celui de la balance des paiements de 864 millions de livres.

— A la fin de 1996 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,8 million, soit 7,5 % de la population active.

- IV. 1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- V. 1-12 — Elections législatives : victoire du parti travailliste avec 419 sièges contre 165 au parti conservateur (et 46 sièges au parti libéral-démocrate). Le 2, Tony Blair, leader du parti travailliste, devient Premier ministre.
- 6 — Le nouveau gouvernement de Tony Blair accorde une indépendance partielle à la Banque d'Angleterre.
- La Banque d'Angleterre relève le taux d'escompte de 6 à 6,25 %.
- VI. 6 — La Banque d'Angleterre relève le taux d'escompte de 6,25 à 6,5 %.

- VII. 10 — La Banque d'Angleterre relève le taux d'escompte de 6,5 à 6,75 %.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 1,3 %.
- 7 — La Banque d'Angleterre relève son taux d'escompte de 6,75 à 7 %.
- IX. 11 — Référendum en Ecosse qui approuve la création d'un Parlement autonome, et le 18, au Pays de Galles, approuvant la création d'une Assemblée locale.
- X. 27 — Gordon Brown, ministre britannique des Finances, annonce que la Grande-Bretagne n'adhérera pas à l'euro avant 2002.
- XI. 1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 1 %.
- XII. 11 — Entrevue à Londres entre Gerry Adams (Sinn Fein) et Tony Blair.

Russie

- V. 12 — Signature à Moscou d'un accord de paix entre Boris Elstine et Aslan Mashkadov, président tchétchène.

Serbie

- 4-21 — M. Milosevic, président serbe, demande au Parlement serbe de reconnaître les victoires de l'opposition (coalition Ensemble) aux élections municipales du 17 novembre, « conformément aux conclusions de la mission de l'OSCE ». Le 11, le Parlement serbe reconnaît la victoire de l'opposition dans 14 villes du pays, dont Belgrade. Le 15, les dirigeants de l'opposition décident d'arrêter provisoirement les manifestations. Le 21, M. Djindjie, président du Parti démocrate et co-dirigeant de la coalition Ensemble, est élu maire de Belgrade.

Tchétchénie

- I. 27 — Election d'Aslan Maskhadov à la présidence de la République.

France

- Pendant l'année 1996 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,3 % et en moyenne de 2 % par rapport à 1995 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 3,5 %, et en moyenne de 0,4 % par rapport à 1995 ;
 - l'excédent commercial a été de 116,5 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 105 milliards de francs.
- A la fin de 1996 le nombre des demandeurs d'emploi était de 3,433 millions, soit 12,3 % de la population active.
- I. 1 — Relèvement de 1,2 % du RMI, du minimum vieillesse, des indemnités journalières de maladie et d'accident du travail, des allocations aux adultes handicapés et des retraites; relèvement de 1,42 % des allocations familiales; le plafond mensuel de la sécurité sociale est porté à 13 720 F. Augmentation d'un point de la CSG, diminution de 1,3 point de la cotisation maladie. Extension de la CSG à la totalité des revenus financiers (sauf épargne populaire).
- 3 — Le conseil des ministres nomme Pierre Guillen et Jean-René Bernard au Conseil de la politique monétaire, en remplacement de Jean Boissonnat et de Bruno de Maulde.
- 11 — Hausse de la TIPP de 1,6 % pour le super sans-plomb et 2,6 % pour le gazole.
- 23 — Mise en place du Comité national de l'euro.
 - Le taux de rémunération des plans d'épargne-logement, fixé à 5,25 % depuis 1994, est ramené à 4,25 %. Le taux des prêts d'épargne-logement passe de 5,54 à 4,80 %.
- 30 — La Banque de France baisse le taux d'appel d'offres de 3,15 à 3,10 %.
- II. 1 — En janvier :
 - hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - excédent de la balance commerciale de 10,6 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,447 millions en fin de mois (cvs).
- 4 — Le gouvernement annonce un relèvement des salaires dans la fonction publique de 1 % en 1997 (0,5 % au 1^{er} mars et 0,5 % au 1^{er} octobre).

-
- 19 — Le gouvernement annonce qu'il cédera sa participation de 58 % dans le capital de Thomson-CSF selon une procédure de gré à gré avec cahier des charges.
- 26 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi de cohésion sociale, qui crée notamment, pour les bénéficiaires de minima sociaux, un contrat de travail en collectivité locale ou en association, le CIL, payé au SMIC et financé à parité par l'employeur et par l'Etat.
- Le gouvernement annonce qu'il apportera 20 milliards au GAN, répartis entre une recapitalisation de 11 milliards, financée par les recettes de privatisation, et une garantie de 9 milliards sur les risques immobiliers.
- III. 1 — En février :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 10,4 milliards de francs (cvs) ;
 - hausse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,454 millions en fin de mois (cvs).
- 27 — Trois mois après la privatisation du groupe Bull, l'Etat annonce la cession prochaine de 40 % de sa participation, soit 12 % du capital. Cette opération ramènera sa part de 30,3 à environ 17 %.
- Louis Schweitzer, PDG de Renault annonce la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde implantée en Belgique. Après de multiples manifestations en Belgique et en France les mois suivants, un accord est conclu le 4 juillet entre la direction de Renault Vilvorde et les syndicats sur la fermeture du site.
- IV. 1 — En mars :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur à 9,3 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,461 millions en fin de mois (cvs).
- Au cours du premier trimestre la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.
- 2 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF). 72 mesures sont présentées notamment sur l'allègement des formalités administratives en faveur des PME, incluant entre autre une nouvelle feuille de paie simplifiée.

-
- 21 — Le président de la République dissout l'Assemblée nationale. La date des élections législatives est fixée aux 25 mai et 1^{er} juin.
- 30 — Publication des décrets d'application de la nouvelle prestation spécifique de dépendance.
- V. 1 — En avril :
- stabilité des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 14,8 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,494 millions en fin de mois (cvs).
- 7 — Dépôt des offres de rachat de Thomson-CSF par le groupe Lagardère et Alcatel-Alsthom, cette dernière étant associée à Dassault.
- 12 — Installation du Haut Conseil à l'intégration.
- 15-18 — Voyage en Chine de Jacques Chirac ; entretien avec le président chinois, Jiang Zemin. Annonce de la signature de contrats commerciaux ainsi que de six accords intergouvernementaux dans le domaine de l'environnement, du nucléaire civil, de la santé, de l'élevage et de l'utilisation pacifique de l'espace.
- 20 — Visite en France d' Helmut Kohl : rencontre avec Jacques Chirac, réaffirmation d'une « approche commune ».
- 25 — Premier tour des législatives : l'opposition obtient 44,3 % des voix (25,5 % au PS, 9,9 % au PCF, 3,6 % aux Verts, 2,2 % à l'extrême gauche et 1,1 % au Mouvement des citoyens), contre 36,2 % à la majorité parlementaire (16,8 % au RPR, 14,7 % à l'UDF, 2,8 % à la Droite indépendante, 1,8 % aux divers droite) et 15,1 % au FN.
- VI. 1 — En mai :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 16,5 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,514 millions en fin de mois (cvs).
- Second tour des élections législatives remporté par la gauche. Le PS obtient 241 députés, le PC 38, le Parti radical socialiste 12, les divers gauche 21 et les écologistes 7. Le RPR totalise 134 sièges, l'UDF 108, les divers droite 14 et le Front national 1.
- 2 — Démission d'Alain Juppé. Jacques Chirac nomme Lionel Jospin Premier ministre.

- 4 — Lionel Jospin forme son gouvernement composé de 14 ministres, 2 ministres délégués et 10 secrétaires d'Etat.
- 9-15 — Conseil des ministres de l'économie et des Finances de l'UE, où la France demande «un délai» de réflexion avant d'approuver le pacte de stabilité et de croissance, qui doit être avalisé au Conseil européen d'Amsterdam les 16 et 18 juin. Le 12, le gouvernement français transmet à l'Allemagne et à la présidence de l'UE des propositions visant à ajouter au pacte de stabilité un volet sur la coordination des politiques économiques et sociales des membres de l'UE. Le 13, sommet franco-allemand à Poitiers : Jacques Chirac et Lionel Jospin souhaitent l'instauration de la monnaie unique à la date prévue, Helmut Kohl exclut une modification du pacte de stabilité et s'oppose aux propositions françaises portant sur de nouveaux critères de convergence, un élargissement des compétences des institutions européennes et une augmentation des programmes de soutien conjoncturel. Le 15, Conseil des ministres des Finances de l'UE où un compromis est adopté entre les demandes françaises en matière d'emplois et la volonté allemande de respecter le pacte de stabilité.
- 19 — L'Assemblée nationale vote la confiance à Lionel Jospin sur un « pacte de développement et de solidarité » dont l'emploi est la priorité. Lionel Jospin annonce une revalorisation du SMIC et de l'aide personnalisée au logement à partir du 1^{er} juillet, une augmentation de l'allocation de rentrée scolaire de 1000 à 1 600 F, la mise sous conditions de ressources de toutes les allocations familiales, le lancement d'un programme de réhabilitation d'1 million de logements, la fermeture de Superphénix, l'abandon du projet de canal Rhin-Rhône et la tenue, à l'automne, d'une conférence nationale sur les salaires, l'emploi et la durée du travail.
- VII. 1 — En juin :
- stabilité des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 17,9 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,551 millions (cvs).
- Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- Le taux horaire brut du SMIC passe de 37,91 à 39,43 F, soit une hausse de 4 %. Relèvement des allocations chômage de 2,2 %.

-
- 9 — Publication du décret d'avance dégageant 11,1 milliards de francs de francs pour financer les premières mesures sociales du nouveau gouvernement.
- 11 — Le gouvernement met fin à la procédure de privatisation de Thomson-CSF (voir 16 octobre 1996) au motif que cette opération ne permettait pas « de préserver dans de bonnes conditions les intérêts de l'Etat, de l'entreprise et de ses salariés ».
- 21 — Publication de l'audit sur les finances publiques qui évalue le déficit pour 1997 entre 3,5 et 3,7 %. Le ministre des Finances présente un plan de redressement. Le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés de plus de 50 millions de chiffres d'affaires est porté temporairement de 36,6 à 41,6 %. L'assiette de cet impôt est élargie puisque les plus-values (à l'exception de celles réalisées lors de cession de titres de participation) seront désormais assujetties à l'IS.
- 24 — Lionel Jospin met en place un Conseil d'analyse économique, composé de 32 économistes, pour éclairer les choix économiques et sociaux du gouvernement.
- Fin du conflit à Renault-Vilvorde (voir au 27 mars).
- 30 — La Commission européenne autorise une aide de l'Etat au GAN de 23,76 milliards en échange de la privatisation de l'assureur et de sa filiale bancaire, le CIC, au plus tard le 30 juin 1998. Elle exige également la cession de 50 % du réseau international du GAN ainsi que de l'ensemble de son pôle immobilier avant la fin 1998.
- VIII. 1 — En juillet :
- baisse de 0,2 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 21,2 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre de demandeurs d'emploi est de 3,547 millions en fin de mois (cvs).
- 20 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi sur la création de 350 000 emplois pour les jeunes dans le secteur public. Il prévoit que les moins de vingt-six ans pourront être embauchés par des collectivités locales, des établissements publics et des associations pour répondre à des besoins qui ne sont couverts ni par le secteur marchand ni par l'Etat. Les titulaires de ces postes disposeront d'un contrat de droit privé d'une durée de cinq ans. L'Etat financera ces emplois à hauteur de 80 % du SMIC, le reste de la rémunération étant à la charge des employeurs.

- IX. 1 — En août :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 10,3 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,537 millions en fin de mois (cvs).
- 24 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi de finances pour 1998 qui repose sur une hypothèse de croissance de 3 % : le déficit budgétaire atteindrait 257,9 milliards de francs, en baisse de 26,9 milliards de francs par rapport à 1997. Le déficit public est ramené à 3 % du PIB, afin de respecter le critère de Maastricht; le taux de prélèvements obligatoires est porté à 45,9 %.
- 26 — Le gouvernement présente le plan de redressement de la Sécurité sociale qui vise à ramener le déficit à 12 milliards de francs en 1998, alors que le déficit prévisionnel est de 37 milliards de francs en 1997 pour le régime général. Majoration de 4,1 points de la CSG (de 3,4 % à 7,5 %) au 1^{er} janvier et baisse simultanée de la cotisation maladie des actifs; mise sous conditions de ressources des allocations familiales; réduction de moitié de l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED); prélèvement social de 2 % étendu aux revenus du capital (sauf l'épargne populaire) par l'augmentation de la taxe sur les tabacs.
- 29 — Le gouvernement accroît de 87 milliards de francs le montant de la dette à amortir des déficits des comptes sociaux par la CADES au titre des années 1996, 1997 et 1998. Créée en janvier 1996, (plan Juppé du 15 novembre 1995), la CADES avait pour objet d'apurer les déficits accumulés par la Sécurité sociale. La durée de vie de la CADES et la période de perception du remboursement de la dette sociale (RDS) seront prolongées de cinq ans, de janvier 2009 à janvier 2014.
- X. 1 — En septembre :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 18,9 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,561 millions en fin de mois (cvs).
- 6 — Mise en bourse des actions France Télécom. Le quart du capital cédé (dont 2,5 % aux salariés) rapportera 42 milliards à l'Etat.
- 9 — La Banque de France relève le taux d'appel d'offres de 3,1 à 3,3 %. Cette décision suit celle prise le même jour par la

Bundesbank de hausse de 0,3 % (de 3 à 3,3 %) des taux de prises en pension en Allemagne.

- 10 — Conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail à Matignon. Devant l'ensemble des partenaires sociaux, Lionel Jospin annonce qu'un « projet de loi d'orientation et d'incitation » sur le temps de travail hebdomadaire fixant la « durée légale à 35 h. au 1^{er} janvier 2000 pour les entreprises de plus de dix salariés » sera soumis au Parlement, début 1998. Cette loi-cadre fixera les modalités des aides financières consenties aux entreprises. Celles qui entreprendront d'ici là « une baisse d'au moins 10 % du temps de travail, en accroissant leurs effectifs d'au moins 6 % » bénéficieront d'une aide de 9 000 F pour chaque salarié en 1998. Pour les entreprises qui iront aux 32 h., l'aide sera de 13 000 F pour chaque salarié. Les syndicats et les partis de gauche accueillent favorablement cette mesure, Jean Gandois, président du CNPF se dit « berné ».
- 13 — Démission de Jean Gandois, président du CNPF.
 - Le gouvernement décide de retenir le groupe Alcatel comme « partenaire stratégique » dans la privatisation partielle de Thomson-CSF en préconisant un partenariat avec Dassault Electronique et les activités satellites d'Aérospatiale. L'Etat restera le premier actionnaire.
- 14 — Réunion du Conseil économique franco-allemand à Münster en Westphalie qui annonce la création d'un « Conseil de l'euro » regroupant les seuls pays ayant adopté la monnaie unique et visant à coordonner les politiques économiques.
- 16 — A l'Assemblée nationale, les députés de la majorité adoptent l'amendement de la commission des finances relevant à 5 000 F, contre 3 000 F initialement prévus par le gouvernement, le plafond de l'avantage fiscal procuré par la demi-part supplémentaire dont bénéficient les personnes seules, célibataires, divorcés ou veufs, ayant élevé un ou des enfants.
- 18 — L'Assemblée nationale examine la première partie (recettes) du projet de budget pour 1998. Les députés décident d'augmenter le prix des passeports, des cartes d'identité et des permis de conduire. Augmentation de tous les carburants routiers de 8 centimes par litre le 11 janvier, diminution des taxes des carburants non polluants, réduction de 50 % de 45 000 à 22 500 francs du plafond de la réduction d'impôts consentie pour l'emploi d'un salarié à domicile.

- 20 — Martine Aubry détaille les incitations dont bénéficieront les entreprises qui négocieront les 35 h. avant l'an 2000. Celles qui négocieront le passage à 35 h. avant cette date bénéficieront d'une aide financière qui prendra la forme d'un abattement forfaitaire des cotisations sociales employeurs, avec un mécanisme dégressif s'étalant sur cinq ans. Le montant de l'aide sera pour les entreprises entrant dans le dispositif d'ici à la fin 1998, de 9 000 h. pour la première tranche de douze mois, pour chaque salarié concerné par la réduction d'horaires. Il décroîtra ensuite de 1 000 h. chaque année pour être ramenée à 5 000 h. la cinquième année.
- 31 — Les banques relèvent leur taux de base de 6,30 % à 6,55 %.
- XI. 1 — En octobre :
- stabilité des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 18, 4 milliards de francs (cvs);
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3, 562 millions en fin de mois (cvs).
- Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- 4 — L'Assemblée nationale adopte en première lecture par 283 voix contre 257 le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998, qui prévoit de ramener le déficit du régime général de 37 milliards de francs en 1997 à 12 milliards de francs en 1998, après plan de redressement. Les députés PS et RCV ont voté pour et la majorité des députés communistes se sont abstenus.
- 7 — Après cinq jours de conflit durant lesquels les routiers avaient installé des barrages, un accord est signé entre les fédérations patronales UFT et Unotra, et les syndicats CFDT et CGC. Cet accord prévoit des hausses de salaires immédiates et un calendrier de progression des rémunérations sur trois ans; le gouvernement publie un décret visant à assainir le secteur routier et adopte un projet de loi visant à améliorer les conditions d'exercice de la profession.
- 19 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi de finances rectificative de fin d'année, qui ramène le déficit budgétaire de 284,8 milliards à 270,7 milliards.
- 24 — Le gouvernement présente le plan national de passage à l'euro et lance une grande campagne nationale d'information.
- XII. 1 — En novembre :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;

- le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,544 millions en fin de mois (cvs).
- 2 — Adoption par le Parlement de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998.
- 9 — Annonce par le président de Toyota de l'implantation par son groupe d'une usine d'assemblage à Valenciennes.
- 10 — Elections prud'homales marquées par un taux d'abstention élevé (65,6 %).
- 16 — Ernest-Antoine Seillière est élu Président du CNPF.
- 18 — Vote du budget pour 1998; le déficit est arrêté à 258 milliards de francs, soit 3,05 % du PIB. Vote de la loi de finances rectificative pour 1997 : le déficit budgétaire pour 1997 est ramené de 284, 8 à 271 milliards de francs, soit 3,34 % du PIB.

Sciences et Technique

- IX. 9 — Succès pour le lancement du deuxième vol de la fusée Ariane-5, lancée du centre spatial guyanais de Kourou. Le 4 juin 1997, le premier vol d'essai de la fusée avait explosé en vol.
- XI. 14 — Succès pour le lancement de la 102^e fusée Ariane-4.

